Le déni de la réalité

Messieurs HOLLANDE et VALLS, Mesdames TOURAINE et TAUBIRA seraient-ils les dignes héritiers du régime de la Terreur de sinistre mémoire qui sévissait en France en 1794 ? On peut raisonnablement le craindre devant les diverses poursuites judiciaires enclenchées ces derniers temps et dont nous relatons quelques exemples dans ce numéro du *Courrier d'ALIS*.

Qu'il s'agisse de prétendues maltraitances (parfois réelles malheureusement), de la mise en danger par refus du DTP obligatoire, qui n'est plus commercialisé depuis 2008, mais qui pourrait et devrait légalement – comme ses produits de substitution à 6 valences – être assimilé à l'administration de substances reconnues toxiques mettant en danger la vie d'autrui... ; qu'il s'agisse des médecins poursuivis pour leurs critiques sur la politique vaccinale et notamment de l'un d'entre eux – déjà condamné en 2001 à deux mois de suspension pour avoir prescrit des isothérapiques de vaccins – que l'on jette en pâture et qui risque maintenant la radiation dans ce contexte de méfiance face à cette politique vaccinale. Son avocat n'a pas souhaité médiatiser son histoire...

À sa décharge, ce gouvernement – ainsi que les précédents – est inféodé aux lobbies pharmaceutiques, comme le reconnaissait officiellement la Cour des comptes dans son rapport sur le budget de la sécurité sociale en septembre 2001.

Face aux réticences d'une partie grandissante de la population mondiale, l'OMS – cultivant elle-même des liens incestueux avec l'industrie pharmaceutique – entend réagir devant *« la désinformation, la complaisance, les croyances négatives basées sur des idées fausses ou encore la méfiance envers les institutions sanitaires et les professionnels de santé »*. Dans sa riposte parue dans la revue *Vaccine* le 18 août dernier, elle propose notamment l'extension de l'obligation vaccinale et des punitions vis-à-vis des anti-vaccinalistes.

Dans ce contexte de remise en question de plus en plus forte de la pensée unique du « tout vaccin » et face à la baisse de la couverture vaccinale, notre ministre de la Santé a annoncé le 1er août souhaiter lancer à l'automne prochain un débat dans la transparence et faire appel aux acteurs essentiels que sont les médecins qui *« ont eux-mêmes besoin d'être informés, formés, accompagnés. »* Comment notre ministre peut-elle envisager redorer le blason terni de la vaccination par la transparence, c'est-à-dire la délivrance d'une information préalable claire, loyale et appropriée sur les effets secondaires des vaccins ? Le gouvernement se devra donc prochainement de libérer l'information de toute pression des laboratoires en créant un organisme d'information et de formation des médecins réellement indépendant. Faute de quoi, ALIS et d'autres associations se substitueront à l'État défaillant. Le gouvernement pourrait également s'inspirer du projet de réforme du Conseil de l'Ordre proposé par le député européen Jef ULBURGHS en 1988 proposant un Ordre des médecins associant médecins, malades et magistrats.

La culture du déni des effets secondaires des vaccins – comme de leur prétendue efficacité – constitue un recul devant la reconnaissance de la réalité, ainsi que le déclarait le Pr MONTAGNIER en juillet dernier sur la radio France bleu.

Peut-être exsangue d'arguments scientifiques, Marc GENTILINI, membre de l'Académie de médecine et professeur émérite des maladies infectieuses et du sida, nous a confirmé cette culture du déni de la réalité en déclarant le 18 août sur Europe N°1, que *« les groupuscules opposants à la vaccination étaient minables »*...

Marc VERCOUTÈRE